



DL/SC

ALLOCUTION DU SECRETAIRE GENERAL DU SGLCE, DIDIER LOURDEZ, LE 15 FEVRIER 2018 DEVANT L'EQUIPE A BOULOGNE BILLANCOURT

Depuis plusieurs semaines, les salariés de *L'Equipe* se mobilisent contre le plan social annoncé par la direction.

Pour faire valoir leur opposition au plan, ils ont eu recours aux moyens constitutionnels sous la forme de quatre jours de grève pour dire non aux suppressions d'emplois au sein de la rédaction et ce n'est sans doute pas fini, du fait du refus de dialogue de la direction.

L'appel au rassemblement initié aujourd'hui par le SGLCE CGT et le SNJ CGT s'inscrit dans un soutien sans faille aux salariés de l'entreprise et à nos adhérents. La mobilisation extrêmement importante de nos syndicats démontre notre volonté de ne rien céder.

Nous nous inscrivons dans le préalable fixé par l'intersyndicale concernant le refus des licenciements. La charge de travail est bien réelle. En proposant la suppression de plusieurs dizaines d'emplois, la direction entend concentrer la charge de travail actuelle sur moins de personnels, misant sur une baisse des coûts de fabrication, banalisant ainsi le professionnalisme des salariés et diluant la responsabilité de chacun.

Le bien vivre au travail nécessite de pouvoir exercer son métier dans de bonnes conditions, ce que remet en cause la direction dans le plan qu'elle veut imposer.

D'autre part, en dehors des suppressions d'emplois, plusieurs zones d'ombre existent. Notre organisation syndicale exige de la direction qu'elle les éclaire dans le cadre d'une réorganisation du travail.

La condition de cette réorganisation est que notre organisation syndicale régionale et les élus de l'entreprise y soit associés et que la négociation se déroule sans épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. Pour le moment, ce n'est pas le cas.

La baisse des ventes au numéro ne peut être la marotte que les directions brandissent comme bon leur semble, en fonction des desiderata des actionnaires. En effet, nous considérons que les éditeurs ont une part de responsabilité importante dans ces baisses. Elles misent sur le développement et investissent dans le numérique comme si les écrans allaient remplacer le support papier du jour au lendemain.

Si nous n'occultons pas qu'il y a une évolution du numérique, le papier reste la source principale de revenus des actionnaires. Les éditeurs augmentent le prix des quotidiens tout en faisant des offres promotionnelles alléchantes pour qui s'abonnera sur le site web. Et compte tenu que le pouvoir d'achat est en baisse constante, contrairement à ce qu'avait promis ce gouvernement, les lecteurs vont sur les offres les moins chères et les plus intéressantes financièrement.

Dans le même temps, nous dénonçons depuis plusieurs années des fermetures de points de vente dues aux réformes successives dans la distribution. La conséquence de cette décision patronale ne permet plus aux lecteurs que nous sommes d'acheter notre quotidien à proximité de notre domicile ou de notre lieu de travail.

.../...

D'ailleurs, je profite de ce moment pour assurer aux camarades de Presstalis dans leur ensemble, qu'il s'agisse des Sociétés d'Agence de Distribution (SAD), du siège ou de Bobigny, du soutien du SGLCE dans les négociations qui s'engagent et de sa volonté de peser dans la réforme de la loi Bichet engagée par le gouvernement. Nous militons pour le maintien du système coopératif et de péréquation des coûts, contrairement à la nouvelle présidente-directrice générale qui, en libérale convaincue, soutient une concurrence libre et non faussée.

Notre syndicat a envoyé une contribution au Conseil supérieur des Messageries pour que le réseau reste coopératif et c'est essentiel au réseau de distribution pour que le pluralisme et la démocratie vivent dans ce pays. Qu'il soit petit, moyen ou grand éditeur adossé à des groupes financiers, chacun de ces éditeurs est logé à la même enseigne et a droit à un traitement dans le réseau de distribution égalitaire. Cela doit perdurer même si aller livrer au fin fond des zones rurales engendre des surcoûts.

Nous considérons que la circulation des idées ne doit pas avoir de limites en fonction que l'on habite dans une grande ville ou dans un village en pleine campagne. Chacun a droit à l'information et le gouvernement doit s'engager à maintenir cette égalité.

La presse et sa distribution ont une mission de service public, il faut que cela soit reconnu.

De la même façon — et la mobilisation d'aujourd'hui le montre — notre syndicat apporte son soutien aux salariés de *L'Equipe* qui se battent pour maintenir les emplois avec l'exigence d'un journal quotidien de qualité. Les salariés du siège ont ce savoir-faire ; qu'ils soient journaliste, ex ouvrier du Livre, correcteur (et j'en oublie), ils participent activement à la confection du journal. Notre syndicat leur réitère son soutien et les assure de son implication dans ce dossier.

Forts de ce rassemblement, les élus vont pouvoir porter à nouveau l'exigence des salariés et de leur syndicat et tenir tête à la direction en demandant le retrait du plan de licenciements lors de la réunion du Comité d'entreprise qui se tiendra dans quelques minutes.

Nous demandons à nos mandants de rester mobilisés et de répondre à tout mot d'ordre de notre syndicat et ce, jusqu'à ce que ce dossier trouve une issue favorable.

Vive la CGT !